

dehors de la vie politique et d'une compétence indiscutable; c'est celui du gérant général d'une des plus grandes banques de ce pays. Vous verrez par ces remarques que loin de souffrir de la crise que nous traversons, notre pays, heureusement, en a largement profité. Voici ce que dit à ce sujet, M. Pease, le gérant général de la Banque Royale dans son rapport annuel du 15 courant:

La diminution des importations de marchandises, nommément de \$60,681,000, et l'augmentation des exportations, \$152,315,000, pour l'année terminée le 30 novembre, ont tourné la balance du commerce en notre faveur dans l'étendue de \$163,491,000. Ces chiffres ne reflètent pas l'amélioration, vu que l'on estime qu'il y a 50,000,000 de boisseaux de blé d'emmagasinés dans les élévateurs intérieurs et en transit, et qu'il reste encore en la possession des cultivateurs 88,000,000 de boisseaux, desquels 21,000,000 sont requis pour l'ensemencement.

Un bon exemple des possibilités agricoles de ce pays est fourni par la comparaison avec l'Argentine.

De débitrice qu'elle était notre nation étant devenue créancière par la force de la nécessité urgente, nous devrions travailler à ce qu'il en soit toujours ainsi. Nous savons maintenant que nous avons les choses essentielles. Il s'agit de maintenir et d'augmenter nos exportations en augmentant la production et de diminuer les importations en économisant sur la consommation. La Commission Economique Fédérale nommée pour étudier ces questions et d'autres analogues, devait recevoir toute l'aide possible.

Si notre pays a bénéficié de cette crise dans ses relations commerciales extérieures, en a-t-il souffert dans son commerce intérieur? De nouveau je désire vous offrir un témoignage d'une impartialité et d'une compétence certaines. Ecoutez ce que dit M. Aird, le gérant général de la banque de Commerce, dans son rapport annuel publié le 17 du courant:

ACCROISSEMENT DE NOTRE CREDIT.

Un pareil exemple de ce que nous pouvons faire quand nous sommes forcés d'agir, a beaucoup servi à accroître le crédit du Canada, de sorte que, bien que, pour des raisons évidentes, nous ne puissions pas, en ce moment-ci, vendre nos obligations en Grande-Bretagne ou en Europe, nous créons pour ces obligations aux Etats-Unis un marché qui, si nous prenons en considération l'énorme augmentation de richesse qui se produit maintenant dans ce pays-là, ne pourra pas être établi que temporairement.

Durant l'année dernière, sans parler de la dernière moitié de décembre, la vente des obligations canadiennes au pays et à l'étranger s'est élevée à environ 335 millions. Cette somme comprend près de 220 millions des valeurs du Gouvernement et plusieurs ventes d'autres obligations qui sont virtuellement destinées à effectuer des remboursements. Ces ventes se sont réparties comme suit:

En Grande-Bretagne, la plus forte partie pour des fins de remboursements	\$ 43,800,000
Aux Etats-Unis.....	144,800,000
Au Canada.....	147,100,000
	\$ 335,700,000

[L'honorable M. BEAUBIEN.]

Les sommes relatives au Canada sont grossies par le prêt de 100 millions fait par le Dominion, et dont une très faible partie a été payée au Gouvernement.

Les ventes des obligations municipales, question qui eut une grande importance à un certain moment de l'année pour les porteurs des valeurs canadiennes, se sont élevées à environ 64 millions, divisées presque également entre les Etats-Unis et le Canada.

Voyons maintenant ce que pensent ces messieurs de l'avenir? Je cite de nouveau le rapport de M. Aird.

CONFIANT DANS L'AVENIR.

Quant à l'avenir, notre manière de voir ne peut être qu'optimiste, grâce à l'habileté que nos hommes publics ont montrée pour se mettre à la hauteur de la situation, grâce à la détermination que nos gens ont manifestée pour faire des économies au point de vue personnel et public, nous avons d'une manière étonnante su équilibrer nos finances en tirant partie de la grande circulation de l'argent que nous avions emprunté. Nos récoltes ont été abondantes, le nombre d'acres de terre en culture a augmenté, et nos fabricants ont reçu de gros contrats pour l'équipement, les munitions et les provisions de l'armée. Bien que cette terrible guerre nous cause des angoisses et des regrets, il est évident que, proportionnellement à sa population, aucun pays n'en bénéficiera, au point de vue économique, à un aussi haut degré que le Canada.

J'ajoute à ce témoignage optimiste celui de M. Pease, de la Banque Royale, dans le rapport déjà cité:

L'état financier est beaucoup meilleur que ce que nous nous attendions qu'il fût il y a douze mois. La guerre faisait rage en Europe et l'industrie était paralysée partout. Il nous a fallu subir une très forte liquidation à cause du trop grand développement. La guerre agrava la situation, le courant du capital étranger fut enrayé et il nous fallut abandonner toutes les nouvelles constructions. Nous dûmes fournir notre part d'hommes et d'argent. Comparez la position économique d'alors avec celle d'aujourd'hui et vous verrez qu'elle fait présager la prospérité. Qui aurait prédit qu'en moins de douze mois le public canadien aurait souscrit plus de \$100,000,000 au prêt interne. Notre retour à la prospérité est dû à la remarquable augmentation de la production agricole, aux hauts prix prédominants, aux commandes de munitions de guerre et à l'économie pratiquée depuis le début de la guerre.

Encouragés par le vente du blé à \$1.50, et la pression de tous côtés pour l'augmentation de la production, les fermiers du Nord-Ouest ont augmenté l'étendue en culture de 25 pour cent, ce qui, grâce à un climat favorable, a augmenté de plus de 100 pour 100 la production du blé, de plus de 50 pour cent l'avoine, et les autres grains en proportion. Ceci est dû au gouvernement de la Puissance et aux banques qui ont avancé l'argent aux fermiers pour l'achat des grains de semences. Le gouvernement a avancé à cette fin \$12,500,000.

L'énorme demande pour les matériaux de guerre (plus de cinq cent millions de dollars) a occupé presque toutes les usines capables de faire ce genre de travail. 340 usines fabriquent des obus. L'industrie a été d'un très grand bienfait pour ce pays et a sauvé plusieurs compagnies.